

L'impôt—Loi

M. Blenkarn: Il n'y aura plus personne après les prochaines élections.

M. Baker (Nepean-Carleton): Cela n'ira pas mieux par ici. Je tiens à dire aux libéraux que, à moins de changer leur politique, ils ne seront plus nombreux à se faire élire en Ontario. Je m'inquiète également du sort des libéraux au Québec.

M. Riis: Pourquoi s'inquiéter?

M. Baker (Nepean-Carleton): Eh bien, je m'inquiète parce que, à vrai dire, je ne voudrais pas de l'autre possibilité: que des candidats qui ont juré de faire éclater le pays se présentent aux élections fédérales. Je ne veux pas que cela se produise. Je préférerais encore un libéral malavisé à un séparatiste, bien que tous deux puissent nuire également au pays, car nous pourrions peut-être faire entendre raison aux députés de l'arrière-ban. Mais cela pourrait fort bien arriver. Le parti libéral agonise dans l'est du Canada. Pourquoi? Parce qu'il est devenu superflu. Quand les gamins du lac Meach sont sortis des bois disant: «Nous ne ferons rien pour remédier aux maux dont souffre le Canada, nous ne nous attaquerons pas aux problèmes économiques; nous avons hissé nos couleurs au mât et nous allons naviguer jusqu'à ce que le navire coule», à ce moment-là, le gouvernement a perdu sa raison d'être. La seule chose qu'il possède, c'est le pouvoir. Il n'a pas les principes voulus pour utiliser ce pouvoir au mieux de l'intérêt national.

● (2140)

J'ai en mains un document dont j'entends vous faire connaître la teneur dans la mesure du possible au cours de la période qui m'est allouée. Il renferme des statistiques telles que le gouvernement ne pourra jamais justifier son désir d'emprunter des sommes aussi importantes d'une part et d'imposer des taxes d'accise d'autre part. Rien ne peut le justifier.

J'ai parlé des taux d'intérêts, de l'inflation et du chômage. Passons maintenant à la politique énergétique. Je suis vraiment désolé pour certains Canadiens. Lorsqu'ils ont voté en fonction du budget présenté par le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), les gens pensaient que ce Crosbie allait leur arracher 18c. Ils étaient loin de penser que ce gouvernement leur en prendrait 90. Une personne de ma circonscription s'est présentée à la Chambre et a retourné ses poches pour bien montrer ce qu'il pensait. Une autre personne a été expulsée l'autre jour, car elle avait manifesté trop vivement son désaccord avec le gouvernement.

La franchise est une chose merveilleuse. Le budget de mon honorable collègue de Saint-Jean-Ouest renfermait bien des choses que certains députés ont oublié. Il prévoyait de l'aide pour la petite entreprise, dont des obligations pour l'expansion de la petite entreprise qui avaient réellement une utilité et n'étaient pas juste destinées aux entreprises au bord de la faillite. Il proposait aussi un crédit d'impôt à l'énergie qui aurait permis aux propriétaires de maison de mieux absorber le coût de l'énergie. Il offrait également une déduction des frais d'intérêts hypothécaires, sans oublier les mesures visant l'impôt

foncier, les gains de capital des agriculteurs et les avantages consentis aux habitants du Nord.

Le budget renfermait beaucoup de choses qui auraient aidé certains secteurs en mauvaise posture. Il n'était pas parfait. Cependant de plus en plus de Canadiens reconnaissent qu'au moins par sa démarche, il était supérieur de beaucoup au budget désastreux présenté par le député de Cape-Breton le 12 novembre dernier. Ce dernier est le pire qu'on ait connu, tandis que celui de 1979 avait le mérite d'être plus honnête. Il ne faut pas avoir un doctorat en économie, ou être député ou expert en matière fiscale pour s'apercevoir que le pays est durement touché, car le gouvernement n'a pas eu assez de jugeote pour se rendre compte des besoins de notre économie.

Ce qu'il faut, c'est encourager l'entreprise privée. Et ce n'est pas en bousculant les petites gens qu'on y parvient. Ce n'est pas non plus en taxant les bénéficiaires des assurances-vie. C'est dans l'attente de ces bénéfices que le Canadien moyen épargne. Ce n'est pas non plus en s'en prenant aux primes que les employeurs versent au titre des soins de santé et des soins dentaires. Il faut utiliser la fiscalité de manière à prodiguer des encouragements aux secteurs qui en ont besoin.

Le gouvernement n'a pas à mettre son nez partout. Il est inutile qu'il veuille tout contrôler. Son rôle, c'est de créer un climat favorable aux entreprises individuelles. C'est là le rôle du gouvernement.

Le gouvernement a semé le désordre partout où il a mis son nez. Ce n'est pas vraiment par mauvaise volonté; c'est tout simplement parce qu'il ne comprend rien. Comment voulez-vous que des fonctionnaires puissent connaître les réalités du secteur privé aussi bien que les chefs d'entreprise? Si j'étais fonctionnaire moi-même, je n'y comprendrais rien. C'est comme si vous demandiez à un docteur d'exercer le droit ou à un avocat d'exercer la médecine.

Le secteur privé a un rôle à jouer, tout comme les salariés. Comment voulez-vous créer un climat de coopération quand le gouvernement dit à qui veut l'entendre que le fédéralisme coopératif est mort et que tous les efforts déployés jusque là n'ont servi à rien, qu'il s'en prend aux intérêts des travailleurs syndiqués et que le secteur privé dans son ensemble, et pas seulement les grosses sociétés, perd confiance dans le gouvernement? En agissant de la sorte, ce ne sont pas seulement les grosses sociétés et les petites entreprises qui se méfient du gouvernement, c'est tout le monde. Voilà où nous en sommes.

Je ne suis plus, comme je l'ai dit, membre de la majorité, mais j'espère qu'un jour, avec l'aide de Dieu, je ferai de nouveau partie d'un bon gouvernement. Ce pays a besoin d'un gouvernement qui soit prêt à traduire dans les faits ses beaux discours. Il faudrait que les membres du cabinet qui se sont retirés au lac Meach ne se contentent pas de faire de beaux discours. Nous n'avons pas vu la couleur des mesures dont nous avons besoin.